

§ 4. Dans les vingt-quatre heures du dépôt de la requête, le juge de paix fixe les date et heure de l'audience au cours de laquelle la cause peut être instruite. L'audience a lieu au plus tard dans les dix jours qui suivent le dépôt de la requête. Par dérogation à l'article 1344*octies* du Code judiciaire, un certificat de résidence n'est pas requis pour le dépôt de la requête.

Par pli judiciaire, le greffier notifie sans délai le lieu, les date et heure de l'audience à la personne qui forme un recours contre l'ordonnance ainsi qu'au détenteur d'un droit ou d'un titre sur le bien. Il communique également les jours et heures de l'audience au procureur du Roi qui a pris l'ordonnance d'évacuation. Une copie de la requête est jointe au pli judiciaire.

Le juge de paix statue après avoir convoqué les parties présentes afin de les entendre et après avoir tenté une conciliation entre elles. Sauf disposition contraire, la procédure se déroule comme déterminé à l'article 1344*octies* du Code judiciaire.

Le juge de paix statue sur le bien-fondé de l'évacuation et sur le droit ou le titre invoqué. En cas de circonstances exceptionnelles et graves visées notamment à l'article 1344*decies*, alinéa 1^{er} du Code judiciaire, le juge de paix peut, par décision motivée, fixer un délai plus long que le délai prévu dans l'ordonnance du procureur du Roi. Lorsque le titre ou le droit appartient à une personne physique ou une personne morale de droit privé, ce délai ne peut pas être supérieur à un mois. Lorsque le titre ou le droit appartient à une personne morale de droit public, ce délai ne peut pas être supérieur à six mois.

Le juge de paix se prononce au plus tard dans les dix jours qui suivent l'audience.

La décision du juge de paix n'est pas susceptible d'appel.

Art. 13. La présente loi est évaluée et cette évaluation est présentée à la Chambre des représentants avant la fin de la deuxième année qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le Roi détermine les modalités de cette évaluation.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 octobre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be) :
Document : 54-1008
Compte rendu intégral : 25 juillet 2017.

§ 4. Binnen vierentwintig uur na de neerlegging van het verzoekschrift bepaalt de vrederechter de dag en het uur van de zitting waarop de zaak kan worden behandeld. De zitting vindt plaats binnen de tien dagen na de neerlegging van het verzoekschrift. In afwijking van artikel 1344*octies* van het Gerechtelijk Wetboek is geen getuigschrift van woonplaats vereist voor de neerlegging van het verzoekschrift.

Bij gerechtsbrief geeft de griffier onverwijld kennis aan de persoon die beroep instelt tegen het bevel alsook aan de houder van het recht of de titel op het goed van de plaats, de dag en het uur van de zitting. Hij deelt eveneens de dag en het uur van de zitting mee aan de procureur des Konings die het bevel tot ontruiming heeft gegeven. Bij de gerechtsbrief wordt een afschrift van het verzoekschrift gevoegd.

De vrederechter doet uitspraak na de aanwezige partijen te hebben opgeroepen, ten einde hen te horen, alsook te hebben geprobeerd hen te verzoenen. Behoudens andersluidende bepalingen verloopt de procedure zoals bepaald in artikel 1344*octies* van het Gerechtelijk Wetboek.

De vrederechter doet uitspraak over de gegrondheid van de ontruiming en het recht of de titel waarop men zich beroept. In de uitzonderlijke, ernstige omstandigheden onder meer bedoeld in artikel 1344*decies*, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, kan de vrederechter bij een met redenen omklede beslissing een langere termijn bepalen dan die waarin het bevel van de procureur des Konings voorziet. Wanneer de titel of het recht toebehoort aan een natuurlijke persoon of een privaatrechtelijke rechtspersoon, mag deze termijn niet meer dan één maand bedragen. Wanneer de titel of het recht toebehoort aan een publiekrechtelijke rechtspersoon, mag deze termijn niet meer dan zes maanden bedragen.

De vrederechter spreekt zich binnen een termijn van tien dagen volgend op de zitting uit.

Tegen de beslissing van de vrederechter kan geen hoger beroep worden ingesteld.

Art. 13. Deze wet wordt geëvalueerd en deze evaluatie wordt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers voorgelegd vóór het einde van het tweede jaar dat volgt op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

De Koning bepaalt de nadere evaluatieregels.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 oktober 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be) :
Stukken : 54-1008
Integraal verslag : 25 juli 2017.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2017/205088]

8 OCTOBRE 2017. — Arrêté royal modifiant les articles 27, 36, 38, 46, 63, 116 et 130^{ter} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, i, remplacé par la loi du 14 février 1961, et § 1*septies*, alinéas 2 et 3, et § 1*octies*, inséré par la loi du 25 avril 2014;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2017/205088]

8 OKTOBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 27, 36, 38, 46, 63, 116 en 130^{ter} van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, derde lid, i, vervangen bij de wet van 14 februari 1961, en § 1*septies*, tweede en derde lid, en § 1*octies*, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 20 avril 2017;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 mai 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2017;

Vu l'avis 62.019/1/V du Conseil d'Etat, donné le 12 septembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. - A l'article 27, 6^o, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, remplacé par l'arrêté royal du 21 décembre 1992, les mots suivants sont supprimés: « et agréée par le directeur du bureau du chômage ».

Art. 2. - A l'article 36, § 2, 5^o, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 novembre 1995, les mots « des critères visés à l'article 94 », sont remplacés par les mots « de l'âge du demandeur d'emploi, des études déjà suivies, de ses aptitudes et de son passé professionnel, de la nature du stage et des possibilités que ce stage peut offrir au jeune sur le marché de l'emploi ».

Art. 3. - L'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 12^o, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 24 octobre 2012, est remplacé par la disposition suivante :

« 12^o les jours au cours desquels une formation professionnelle au sens de l'article 27, 6^o, dont le nombre d'heures atteint, par cycle, en moyenne par semaine, au moins 18 heures a effectivement été suivie ou au cours desquels le travailleur a été actif dans le cadre d'un stage visé à l'article 36^{quater}, à concurrence de 96 jours maximum. ».

Art. 4. - L'article 46, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« 6^o les avantages accordés au travailleur dans le cadre, pendant ou suite à une formation, des études, un stage ou un apprentissage quels que soient notamment le mode de paiement et le moment auquel ces avantages sont accordés; ».

Art. 5. - A l'article 63 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 15 juin 2006 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 27 janvier 2017, sont apportés les modifications suivantes :

1^o) au § 2, alinéa 4, 1^o, les mots « sur la base des articles 91, 92, 93, 94 ou 97 », sont remplacés par les mots « sur la base de l'article 97 ou visée à l'article 152^{quinquies} »;

2^o) au § 3, alinéa 2, les mots « sur la base des articles 91, 92, 93, 94 ou 97 », sont remplacés par les mots « sur la base de l'article 97 ou visée à l'article 152^{quinquies} ».

Art. 6. - A l'article 116 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 23 juillet 2012 et modifié par les arrêtés royaux des 7 février 2014, 30 décembre 2014 et 15 avril 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o) le § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour bénéficier du § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, a), le chômeur doit fournir à l'issue de la formation professionnelle une attestation de l'instance régionale compétente qui confirme la durée ininterrompue et le nombre d'heures de la formation. »;

2^o) le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice de l'application du § 1^{er} et par dérogation aux §§ 2 et 3, il est tenu compte pour la fixation du montant journalier de l'allocation du travailleur qui suit une formation professionnelle à temps plein au sens de l'article 27, 6^o, dont la durée ininterrompue est d'au moins quatre semaines, ou qui est occupé à temps plein en tant que chômeur handicapé en application de l'article 78, pendant la durée de cet événement, de la phase de la période d'indemnisation dans laquelle il se trouve le premier jour de cet événement. ».

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 20 april 2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 mei 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juli 2017;

Gelet op het advies 62.019/1/V van de Raad van State, gegeven op 12 september 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. - In artikel 27, 6^o, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 december 1992, worden de woorden "en aanvaard door de directeur van het werkloosheidsbureau" opgeheven.

Art. 2. - In artikel 36, § 2, 5^o, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 november 1995, worden de woorden "met de criteria vermeld in artikel 94" vervangen door de woorden "met de leeftijd van de werkzoekende, de reeds gevolgde studies, zijn geschiktheid en zijn beroepsverleden, met de aard van de stage en de mogelijkheden op de arbeidsmarkt die deze stage de jongere kan bieden".

Art. 3. - Artikel 38, § 1, eerste lid, 12^o, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 oktober 2012, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 12^o de dagen waarop effectief een beroepsopleiding in de zin van artikel 27, 6^o, waarvan het aantal uur per cyclus gemiddeld minstens 18 uur per week bedraagt, werd gevolgd of waarop de werknemer actief was in het kader van een stage bedoeld in artikel 36^{quater}, ten belope van ten hoogste 96 dagen. ».

Art. 4. - Artikel 46, § 1, eerste lid, 6^o, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« 6^o de voordelen die worden toegekend aan de werknemer in het kader van, tijdens of ten gevolge van een opleiding, studies, een stage of een leertijd, ongeacht de betalingswijze en het tijdstip waarop deze voordelen worden toegekend; ».

Art. 5. - In artikel 63 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 juni 2006 en laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 januari 2017, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o) in § 2, vierde lid, 1^o, worden de woorden "op grond van de artikelen 91, 92, 93, 94 of 97" vervangen door de woorden "op grond van artikel 97 of bedoeld in artikel 152^{quinquies} »;

2^o) in § 3, tweede lid, worden "de woorden "op grond van de artikelen 91, 92, 93, 94 of 97" vervangen door de woorden "op grond van artikel 97 of in toepassing van artikel 152^{quinquies} ».

Art. 6. - In artikel 116 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 23 juli 2012 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 februari 2014, 30 december 2014 en 15 april 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o) § 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

"Om te genieten van § 2, eerste lid, 2^o, a), moet de werkloze op het einde van de beroepsopleiding een attest van de bevoegde regionale instantie bezorgen die de ononderbroken duur en het aantal uren van de opleiding bevestigt. »;

2^o) § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Onverminderd de toepassing van § 1 en in afwijking van de §§ 2 en 3 wordt, voor de vaststelling van het dagbedrag van de uitkering van de werknemer die een voltijdse beroepsopleiding volgt in de zin van artikel 27, 6^o, waarvan de ononderbroken duur ten minste vier weken bedraagt, of die voltijds tewerkgesteld is als mindervalide werkloze in toepassing van artikel 78, gedurende de duur van deze gebeurtenis, rekening gehouden met de fase van de vergoedingsperiode waarin hij zich bevindt de eerste dag van die gebeurtenis. ».

Art. 7. - L'article 130^{ter} du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2014, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 130^{ter}. Le montant journalier de l'allocation de chômage du chômeur qui perçoit un avantage dans le cadre, pendant ou suite à des études, une formation, un stage ou un apprentissage et qui, conformément à l'article 152^{quinquies} de l'arrêté royal, peut suivre ces études, cette formation, ce stage ou cet apprentissage avec maintien des allocations, est diminué de la partie du montant journalier de l'avantage qui excède 10,18 EUR.

Pour l'application de l'alinéa précédent, lorsque l'avantage est payé mensuellement, le montant journalier de l'avantage correspond à 1/26^e du montant mensuel théorique de l'avantage.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, lorsque l'avantage est payé selon une autre périodicité que celle visée à l'alinéa précédent, le montant journalier de l'avantage correspond à 1/x^{ème} du montant total qui est dû pour la période totale à laquelle l'avantage a trait où x correspond au nombre de jours situés dans cette période calculée en régime 6 jours.

Le montant ainsi obtenu est arrondi au cent supérieur ou inférieur selon que la fraction du cent atteint ou n'atteint pas 0,5. Il ne peut être inférieur à 12 cent.

Le montant mentionné à l'alinéa 1^{er} est lié à l'indice pivot 103,14 valable au 1^{er} juin 1999 (base 1996 = 100), selon les règles fixées à l'article 113. ».

Art. 8. - L'article 7 du présent arrêté est applicable lorsque la décision prise visée à l'article 152^{quinquies} de l'arrêté royal précité du 25 novembre 1991, se situe à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 9. - Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Art. 7. - Artikel 130^{ter} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 juli 2014, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 130^{ter}. Het dagbedrag van de werkloosheidsuitkering van de werkloze die een voordeel ontvangt in het kader van, tijdens of ten gevolge van studies, een opleiding, een stage of een leertijd en die, overeenkomstig artikel 152^{quinquies} deze studies, opleiding, stage of leertijd mag volgen met behoud van de werkloosheidsuitkeringen, wordt verminderd met het dagbedrag van de vergoeding dat 10,18 euro overschrijdt.

Voor de toepassing van het vorige lid, indien het voordeel maandelijks wordt betaald, stemt het dagbedrag van de vergoeding overeen met 1/26^e van het theoretisch maandelijks bedrag van de vergoeding.

Voor de toepassing van het eerste lid, indien het voordeel wordt betaald volgens een andere periodiciteit dan die bedoeld in het vorige lid, stemt het dagbedrag van de vergoeding overeen met 1/x van het totale bedrag dat verschuldigd is voor de volledige periode waarop dit bedrag betrekking heeft, waarbij x overeenstemt met het aantal dagen gelegen in deze periode berekend in het 6 dagenstelsel.

Het aldus bekomen bedrag wordt afgerond naar de hogere of lagere cent, naargelang het gedeelte van de cent al dan niet 0,5 bereikt. Het mag niet minder bedragen dan 12 cent.

Het in het eerste lid vermelde bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 103,14, geldend op 1 juni 1999 (basis 1996 = 100), volgens de regels bepaald in artikel 113."

Art. 8. - Artikel 7 van onderhavig besluit is van toepassing wanneer de beslissing die wordt genomen bedoeld in artikel 152^{quinquies} van voormeld koninklijk besluit van 25 november 1991, zich situeert vanaf de datum van inwerkingtreding van onderhavig besluit.

Art. 9. - De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 oktober 2017.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Werk,
K. PEETERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2017/205144]

22 OCTOBRE 2017. — Arrêté royal modifiant les articles 71^{bis}, 137 et 138^{bis} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, afin d'adapter la procédure pour l'indemnisation du travailleur des ports reconnu en fonction du recrutement électronique

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, article 7, § 1^{er}, alinéa 3, i, remplacé par la loi du 14 février 1961, et § 1^{septies}, alinéa 3, 1^o, inséré par la loi du 25 avril 2014;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 16 mars 2017;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 avril 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juin 2017;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2017/205144]

22 OKTOBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 71^{bis}, 137 en 138^{bis} van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, met het oog op de aanpassing van de procedure voor vergoedbaarheid van de erkende havenarbeider in functie van de elektronische aanwerving

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, i, vervangen bij de wet van 14 februari 1961 en § 1^{septies}, derde lid, 1^o ingevoegd bij de wet van 25 april 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 16 maart 2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 april 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 8 juni 2017;